

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 50 Janvier 2008

Bali ... et nous

La conférence de Bali a donné le coup d'envoi des négociations sur le climat, pour prolonger, après 2012, le protocole de Kyoto. C'est la première fois que des négociations internationales s'engagent sur le long terme (2050). Au titre des bonnes nouvelles : les **Etats-Unis** ont enfin rejoint la communauté internationale sur l'idée que la lutte contre le réchauffement climatique doit s'organiser dans le cadre des Nations unies ; se référant au rapport du GIEC (groupe international sur l'évolution du climat, récemment honoré du Prix Nobel), **l'Union européenne** a défendu l'objectif de réduction des émissions des pays développés de 25 % à 40 % par rapport à 1990, en 2020, puis, pour l'ensemble des pays, de 50 %, toujours par rapport à 1990, en 2050. Une telle réduction est en effet nécessaire si l'on veut limiter en 2050 le réchauffement à 2°C, seuil au-delà duquel le système climatique pourrait devenir incontrôlable. « Les verrous commencent à sauter », a donc déclaré Pierre Rabanne.

Mais les Etats-Unis ayant refusé tout engagement chiffré, les pays en développement n'ont pas voulu évoquer l'échéance de 2050. La conférence de Bali n'est donc pas un franc succès. C'est même un « **service minimum** ». La prise de conscience de la question écologique a pourtant rapidement, et partout, progressé. Mais l'évolution du climat est plus rapide qu'on ne l'avait d'abord pensé. Les dernières nouvelles scientifiques, comme l'accélération de la fonte des glaciers, vont généralement dans le mauvais sens. L'année 2006 est la pire jamais enregistrée pour les émissions de gaz à effet de serre. Les engagements du protocole de Kyoto, pourtant modestes, ne seront pas tenus. On peut donc comprendre qu'à la fin de la conférence de Bali, Yvo de Boer, responsable de la lutte contre le changement climatique aux Nations unies, s'était exprimé avec **des sanglots dans la voix** avant de quitter la salle.

Acceptons-nous, chacun d'entre nous, en notre for intérieur, de prendre la mesure de la crise écologique, comme moment très singulier de l'histoire humaine ?

Nous ne croyons pas ce que nous savons. Nous avons beau savoir, nous ne voulons pas, nous ne réussissons pas à y croire. Et il y a comme toujours des « négationnistes », qui nient la crise, ou en contestent la gravité.

Croyons-nous assez à la réalité de la menace écologique pour **changer notre propre comportement ?**

Comme la biosphère peut naturellement recycler 3 milliards de tonnes de **carbone** par an, la moyenne soutenable est estimée à ½ tonne de carbone par habitant de la planète et par an : l'habitant du Burkina pourrait donc passer de ses 100kg annuels à 500kg de carbone, tandis que l'états-unien, qui en émet 5000 par an, devrait diviser par dix ses émissions (alternatives économiques, mars 2004). Paris-Marseille en voiture espace gazole : 300 kg de CO₂ ; Paris-San Francisco aller-retour par avion : 6 000 kg de CO₂ par personne.. Sommes nous prêts à réduire nos déplacements en voiture ? à renoncer à prendre l'avion ?

Le Grenelle de l'environnement a prévu un certain nombre de mesures qui vont dans le bon sens. Mais déjà il y a des doutes sur la mise en œuvre. ...

Et surtout : **ce sont les plus défavorisés qui vont être en première ligne** pour les conséquences du changement climatique et la raréfaction des ressources fossiles, qui seront les premières victimes des hausses de prix, du pétrole, du gaz, des produits alimentaires...

Il faudrait procéder par exemple à la rénovation thermique des logements et bâtiments existants, enjeu économique colossal : qui va payer ?

Pour faire face aux défis de notre époque, il faudrait mettre au premier plan l'exigence de **solidarité. Il faudrait relocaliser l'économie et les services.**

C'est exactement l'inverse qui se passe. Tête-à-Claques, par son étalage éhonté de richesses, donne l'exemple du chacun pour soi ; il cherche à diviser la population, à supprimer les dernières protections des salariés; il défend sans vergogne les intérêts de la toute petite partie de la population, la nouvelle classe possédante, dont il est issu. Les délocalisations se poursuivent, avec la perte irréparable de savoir-faire qui les accompagne (mort de l'entreprise Charles Jourdan, à Romans). On éloigne du justiciable les tribunaux, et bientôt, du malade, les hôpitaux... Triste époque !...

Bonnes nouvelles

Banque mondiale. L'enveloppe destinée à l'Association internationale de développement a atteint un montant record de 41,6 milliards de dollars (28,8 milliards d'euros). L'AID pourra dépenser cette somme sur trois ans, de juin 2008 à juin 2011, au profit des pays dont le revenu annuel par habitant est inférieur à 1065 \$ (moins de 3 \$ par jour). Pour la première fois, la Chine, encore emprunteur auprès de l'AID il y a huit ans, fait partie des 45 donateurs.

Les priorités de la Banque mondiale sont l'Afrique, les pays fragiles, les pays sortant de conflits, les ensembles régionaux et un meilleur suivi des programmes d'aide. Le nouveau président, Robert Zoellick, a demandé en outre que les conséquences du changement climatique, qui pénalisent d'abord les pays pauvres, soient intégrés aux programmes de l'AID. (*Le Monde*, 16-17 décembre).

Pour avoir des points de repère : 28,8 milliards d'euros, c'est beaucoup plus que la caisse noire du patronat français (caisse noire de 600 millions d'euros, gérée par l'excellent M. Gautier-Sauvagnac) ; c'est plus que les 15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux que Sarkozy fait aux plus riches de nos concitoyens ; mais c'est beaucoup moins que les 100 milliards d'euros de bénéfice des entreprises du seul CAC 40, ou même que les 38 milliards d'euros que leurs actionnaires se partagent.

Qui a dit : « Les économistes sont paumés ». [Réponse page 4].

Justice et mémoire.

Dragomir Milosevic a été condamné à 33 ans de prison par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, pour avoir terrorisé des civils pendant le siège de Sarajevo (1994-1995) (*Matin plus*, 12 décembre). Mais Carla del Ponte, procureure de ce Tribunal, le quitte déçue de n'avoir pu, à cause de l'obstruction délibérée de la Serbie, faire arrêter les ex-chefs politique et militaire des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, accusés de génocide. (*Le Monde*, 12 décembre).

Réchauffement climatique.

Gaz à effet de serre. Un saisissant schéma résume l'origine des émissions, dans le hors série d'*Alternatives internationales*, daté novembre 2007, consacré à l'état de la mondialisation. Les sources les plus importantes : déforestation : 18,2 % ; agriculture, 14,8 % ; transports routiers, 9,9 % ; habitat (chauffage, électricité) 9,9 %...

Dans le même numéro. La population qui n'a pas accès à l'électricité a augmenté de 250 à 600 millions de personnes en Afrique subsaharienne, et de 600 à 800 millions de personnes en Asie du Sud, entre 1970 et maintenant ; dans le même temps, elle a diminué de 800 à 200 millions de personnes en Chine et Asie de l'Est. A quel prix ? ...

... **La Chine** est devenue en 2006 le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre. Mais 23 % de ses émissions sont liées à ses exportations nettes. (*Alternatives économiques*, décembre 2007).

Indonésie. Lorsque les tourbières se dégradent ou lorsqu'elles sont brûlées pour faire place à des terres agricoles, elles libèrent l'énorme quantité de CO2 qu'elles avaient stockée. A elles seules, elles émettent 8 % des émissions globales de CO2. Entre 1997 et 2002, l'Indonésie a émis jusqu'à 40 % du CO2 mondial. Ce pays est passé au 3^{ème} rang des pays pollueurs, derrière les Etats-Unis et la Chine. (*Le Monde*, 15 décembre).

Europe. Les feux domestiques contribuent pour une grande part à la pollution hivernale en Europe. La combustion du bois, des branchages et des feuilles dans les cheminées des particuliers, les jardins et les champs est responsable, en hiver, de 50% à 70% des émissions d'aérosols carbonés en Europe. Ces particules représentent environ 60 % des polluants en suspension dans l'atmosphère. (*Journal of Geophysical Research*, repris dans *Le Monde*, 13 décembre, qui commente :). Il faudrait interdire ces feux. La Suisse et l'Allemagne ont interdit les brûlis.

Empreinte écologique. Créée par le WWF en 1999, l'empreinte écologique mesure la pression qu'exerce l'homme sur la nature. C'est un outil qui évalue la surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins d'absorption de déchets. Chaque humain dispose de 1,8 hectare pour sa consommation personnelle. (*En 2050, quand nous serons 9 milliards d'hommes au lieu aujourd'hui de 6,5 aujourd'hui, ce sera donc sensiblement moins*, note JPA). Un Bengali consomme 0,6 hectare, un Européen, 4,8 ha, un Français, 5,6 ha, un Etats-unien, 9,6 ha. (*Hors série d'Alternatives internationales novembre 2007*).

Monde

Afrique. Après avoir stagné pendant quatre siècles, la population africaine a connu un rebond phénoménal. Elle passera de 769 millions à 2 milliards d'ici à 2050. Le continent, désormais surpeuplé, doit relever le défi de l'urbanisation. C'est en Afrique subsaharienne que l'on trouve la quasi-totalité des pays –une trentaine- qui ont une fécondité très importante, plus de cinq enfants par femme. Alors que 60 % des femmes en Asie et en Amérique latine utilisent aujourd'hui une méthode moderne de contraception, moins de 10% l'utilisent en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, et 20 % en Afrique de l'Est. Lorsqu'on a un pays avec une population très jeune, une fécondité forte, une mortalité en baisse, on va probablement au-devant de graves problèmes. (*Le Monde*, 16-17 décembre).

« Il n'y aura pas de choc des civilisations ». C'est le pronostic d'Emmanuel Todd, anthropologue. « Lorsque l'on découvre que l'Iran est à deux enfants par femme, c'est-à-dire comme la France et comme les Etats-Unis, la Tunisie aussi, et l'Azerbaïdjan, autre pays musulman, à 1,7, on se dit : « tiens, ces gens sont comme nous ». Si dans tous les pays, qu'ils soient chrétiens ou bouddhistes, qui ont un indicateur de fécondité inférieur à trois et une forte alphabétisation, il a fallu pour en arriver là un effondrement de la pratique religieuses, qu'est-ce que cela signifie aujourd'hui pour des pays musulmans qui atteignent les mêmes variables ? (...) Ce que montre l'histoire, c'est que l'aboutissement pour tout le monde, c'est finalement la sortie de la croyance ». (*Politix*, 6 décembre).

Argentine. Le soja destiné à l'exportation occupe plus de la moitié des terres agricoles alors que des milliers d'Argentins souffrent de la faim.

Europe

Nouveau traité, et déni de démocratie. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept ont signé, le 13 décembre, le traité de Lisbonne. Il s'agit du traité renégocié après le rejet de la Constitution européenne par les Français et les Néerlandais en 2005. (*Le Monde*, 15 décembre).

Seuls les Irlandais seront consultés par référendum sur ce traité.

Il est proprement scandaleux que, deux ans après leur vote massif, les Français ne soient pas à nouveau consultés par référendum. Qu'on soit pour le nouveau traité, ou qu'on soit contre, exigeons un référendum ! www.nousvoulonsunreferendum.eu

Services publics. Le projet de Traité constitutionnel européen avait prévu la rédaction d'une loi-cadre européenne précisant dans quelles conditions les services publics devaient légitimement pouvoir échapper à la concurrence dans l'Union. La Commission européenne vient d'**enterfer** ce projet, au motif qu'un protocole avait été annexé au futur traité de Lisbonne et que cela suffisait largement. Au grand dam de la Confédération européenne des syndicats et de nombreuses ONG du social (*Alternatives économiques*, décembre 2007).

Allemagne. Le SPD suggère de limiter les salaires des patrons par voie législative (*Le Monde*, 12 décembre).

France

Un nouveau cadeau pour les riches. L'impôt de Bourse payé par les détenteurs de patrimoines financiers élevés a été supprimé (*Alternatives économiques*, décembre 2007). *Merci pour eux. Toujours 260 millions d'euros de gagnés !*

Pouvoir d'achat. Les 35 heures sont accusées de tous les maux en matière de pouvoir d'achat. Et pourtant, quand on observe sans préjugé les données, on ne peut que constater que la période 1998- 2002 (**les années Jospin**) a été au contraire **un âge d'or** en ce domaine. Le pouvoir d'achat de chaque Français n'avait progressé que de 0,2 % en 1996, et 1,2 % en 1997. Mais entre 1998 et 2002, cette progression a oscillé entre 2,7% et 2,9 % par an. Alors que les 2% n'ont plus jamais été atteints depuis 2003 (*Alternatives économiques*, décembre 2007).

Le saviez-vous ?

SMIC. Parmi les pays qui disposent d'un salaire minimum, la France est le pays où le pourcentage des salariés à temps plein payés au salaire minimum est, de loin, le plus élevé : 15,1 % (devant la Bulgarie, 14,6 %, le Luxembourg, 11 % ; ... ; la Grande-Bretagne, 1,9 % ; les Etats-Unis, 1,1 % ; l'Espagne, 1,0%).

Et contrairement à une idée reçue, le Smic français n'est pas le plus élevé : selon Eurostat, il est inférieur à ses équivalents belge, néerlandais, irlandais ou encore britannique.

Alimentation. Le taux de marge économique (part du revenu du capital dans la valeur ajoutée brute de l'entreprise) du grand commerce alimentaire s'est envolé de douze points entre 1996 et 2002 (passant de 21,4 % à 32,9 %) , alors qu'il demeurait stable dans l'ensemble de l'économie. (*Alternatives économiques*, décembre 2007).

Griboille et le logement. Le vaste projet de rénovation urbaine des quartiers sensibles lancé par Jean-Louis Borloo en 2003 pourrait se solder par une aggravation de la pénurie de logements sociaux. Certes, à tout logement social démolit, doit en principe correspondre un logement reconstruit. Mais la majorité des démolitions concernent des grands logements familiaux, alors que 64 % des logements reconstruits comptent moins de trois pièces. Sur 157 projets recensés fin 2006, les budgets prévoient 28 500 démolitions contre seulement 19 800 reconstructions. (*Alternatives économiques*, décembre 2007).

Grenelle de l'environnement : pour la mise en oeuvre, c'est mal parti, selon les organisations signataires (syndicats et associations environnementales). « Les décisions et annonces récentes (budget 2008 du secteur, mise en chantier d'autoroutes, abandon du wagon isolé par la SNCF, nouvelles compensations financières et fiscales pour le routier marchandises, appel au développement de l'aérien « low-cost », ...) réduisent le Grenelle à des déclarations de bonnes intentions. Les modalités de leur élaboration s'affranchissent des engagements de nouvelle gouvernance. Le texte contractuel récapitulatif de la table ronde des 24 et 25 octobre est pourtant clair : -sur l'obligation de rompre avec le modèle actuel d'organisation des transports, sur l'ambition d'aller vers une logique de développement intégrée, multimodale, dans laquelle la route et l'avion deviennent des solutions de dernier recours ; - sur une cohésion d'ensemble pour les infrastructures avec révision des projets retenus en 2002 et 2003 en évaluant leur impact sur l'environnement. » (*Communiqué de presse du 11 décembre*).

Le rachat des congés payés a du succès à France Télécom. La direction a proposé aux salariés d'obtenir le paiement de leurs congés annuels (dans la limite de vingt jours) et de leurs repos compensateurs non pris. En moyenne, les salariés ont demandé la monétisation de 9 jours de congé.

Selon un délégué CFCT, de nombreux collaborateurs de l'entreprise ne prennent pas toutes leurs vacances sous la pression de leur hiérarchie, ou à cause de la charge de travail.

« Le principe du repos est inscrit dans le droit. C'est à l'employeur de le faire respecter », rappelle un délégué CFDT.

L'inspection du travail a invité France Télécom à revoir sa copie, estimant que sa proposition est contraire à certaines dispositions du code du travail.

Le directeur des ressources humaines répond que les règles invoquées ne s'appliquaient pas dans le cas d'espèce. (*Le Monde*, 16-17 décembre).

Faut-il se résigner à ce que toutes les conquêtes sociales, résultant de décennies de luttes, soient ainsi grignotées une par une ?

Gauche. Philippe Marlière revient sur l'élection présidentielle. « Le néolibéralisme de conquête de la Dame de fer [Thatcher] a pu bouleverser en profondeur les îles britanniques alors même qu'il fut majoritairement impopulaire au sein de l'électorat. La gauche ne devra donc pas tabler sur un rejet progressiste de cette droite décomplexée pour retrouver le chemin des ministères...

L'évitement du terrain social fut des plus patents pendant et après la campagne de Ségolène Royal (critique maladroite et ambiguë des 35 heures, opposition à la revalorisation du Smic prévue par le programme socialiste). Les enquêtes qualitatives conduites depuis une trentaine d'années montrent avec régularité que si les couches populaires sont plus "conservatrices" que les catégories supérieures sur les questions sociétales (en particulier sur les questions touchant à l'autonomie et à la liberté individuelle), elles sont inversement plus "progressistes" sur les questions sociales (redistribution des richesses , égalité économique). **Il apparaît donc particulièrement contre-productif d'avoir axé une campagne sur la thématique des valeurs, domaine par excellence de la droite, et d'avoir déserté les questions sociales pourtant plébiscitées par les catégories populaires.** Royal est arrivée en tête auprès des employés et des élites urbaines, alors que Sarkozy a été majoritaire parmi les catégories plus aisées et une majorité d'ouvriers. (...)"

"Des dirigeants socialistes considèrent deux évolutions possibles pour le PS: union avec le centre droit; scission de gauche au PS et création d'un nouveau parti de gauche avec tout ou partie du PCF, des altermondialistes et des Verts de gauche, selon l'exemple du Linkspartei allemand. Aucune de ces solutions n'est souhaitable, ni pour le PS, ni pour la gauche dans son ensemble. (...)

L'électorat de gauche n'a pas pour autant été séduit par la pureté révolutionnaire de la Ligue. Les électeurs ont soutenu en masse la candidate socialiste car c'était le seul vote à leur disposition pour éviter une répétition du 21 avril 2002. De manière générale, la posture du "tout ou rien" de la LCR ne peut que renforcer la position des néolibéraux du PS. (...). La LCR devrait rechercher le dialogue avec le PS, le PCF et les Verts, pour tenter d'impliquer l'ex-gauche plurielle dans les luttes économiques (...)

In fine, il faudra un PS résolument "social", allié aux formations de la gauche radicale, écologiste et féministe, pour pouvoir démasquer les impostures du sarkozysme et les combattre avec succès ». (*Démocratie et Socialisme*, novembre 2007).

Lourdes lave plus blanc. Le pape Benoît XVI l'a promis : les pèlerins qui se rendront à Lourdes entre le 8 décembre 2007 et le 8 décembre 2008 bénéficieront de « l'indulgence plénière », qui entraîne la rémission de la peine due pour les péchés. Et qui sait, peut-être bénéficieront-ils d'un miracle ? Le dernier en date, reconnu en 2005, concerne une Italienne, qui, après son passage dans une piscine du sanctuaire en 1952, a connu une « guérison extraordinaire ». (*Le Monde*, 9-10 décembre).

Vie pratique : Téléphonie mobile 12 bons réflexes à adopter pour limiter son exposition

1. **Pas de téléphone mobile pour les moins de 15 ans.** La croissance de leur organisme en développement les rend particulièrement vulnérables à tous les rayonnements électromagnétiques, ceux des mobiles inclus. Et plus l'exposition est précoce, plus les doses de rayonnement accumulées sont importantes. L'accès à un téléphone mobile doit être exceptionnel, en cas d'urgence par exemple.

2. Il est officiellement recommandé de **ne jamais approcher un téléphone mobile en fonctionnement du ventre d'une femme enceinte** (l'eau du placenta et les cellules de l'embryon sont très sensibles à l'énergie dégagée par le portable) **ou à moins de 20 cm de tout implant métallique, cardiaque ou autre**, afin de limiter le risque d'interférence électromagnétique.

3. **Choisir et utiliser un téléphone mobile dont la valeur de DAS est la plus basse possible**, de préférence toujours inférieure à 0,7 W/kg (cf. Top Das).

4. **Ne pas porter son téléphone à hauteur ou contre son coeur, l'aisselle ou la hanche, près des parties génitales.** Tenir l'antenne du téléphone le plus éloigné possible de soi. Même lors de l'envoi d'un SMS.

5. **Toujours utiliser le kit piéton livré avec votre téléphone** afin d'éloigner l'appareil de votre oreille (et de votre cerveau) le temps de la conversation. Préférer toujours l'oreillette « filaire » à tout autre gadget sans fil.

6. **Limiter le nombre et la durée de vos appels.** Pas plus de 5 ou 6 appels par jour par exemple, ni plus de 2 ou 3 minutes pour chacun. Respecter un temps moyen de 1 h30 entre chaque appel.

7. **Ne téléphoner que dans des conditions de réception maximum** : dès que votre écran affiche les "4 barrettes" de réseau, pas moins. Pour chaque barre manquante, le rayonnement émis par le portable pour se connecter est multiplié par 2.

8. **Ne pas téléphoner en vous déplaçant**, ni en train, ni en voiture, ni en bus, ni à pied, ni à cheval, ni en vélo, ni en bateau, ni en patinette, ni en roller, etc.

9. **Ne pas téléphoner en voiture, même à l'arrêt**, ou dans tout autre infrastructure métallique. Un effet dit de "cage de Faraday" emprisonne et répercute les ondes émises par le portable, le rayonnement subi est alors maximum au centre de la "cage". Dans une voiture, cela se situe à la hauteur de votre tête.

10. **Eloigner le mobile de vous et le maintenir à la verticale** le temps de joindre votre correspondant et tant que la première sonnerie n'a pas retenti. Souvent un bip ou un signal visuel vous indique que vous êtes en connexion avec le numéro appelé.

11. Ne pas oublier : en public, vos voisins subissent le rayonnement émis par votre téléphone. **S'éloigner permet d'éviter leur exposition passive.**

12. **La nuit, ne jamais conserver un téléphone mobile allumé ou en recharge à moins de 50 cm de votre tête.** Toujours l'éteindre pour limiter son rayonnement et celui de l'antenne relais avec laquelle il communique (riverains exposés 24h/24).

Centre de Recherche et d'Information Indépendantes sur les Rayonnements Electromagnétiques Association 1901 N° 0723011863 - 11 rue Edith Piaf - 72 000 Le Mans contact@criirem.org tél : 02 43 21 18 69 - www.criirem.org

Courrier des lecteurs

Pierre D. J'ai l'impression que Sarkozy est devenu pour toi une véritable obsession. Soyons sérieux, quel gouvernement pourrait améliorer l'économie en 6 mois? Concernant les mesures fiscales, j'aurais préféré une suppression pure et simple de l'impôt sur la fortune, qui est un impôt stupide qui fait fuir les capitaux et les talents, et fait le bonheur de la Belgique, la Suisse et l'Angleterre. En revanche j'aurais conservé l'impôt sur les successions. Autrement dit, favoriser les entrepreneurs et pas les héritiers. En tout cas je préfère le mouvement à l'immobilisme antérieur. Cordialement.

H.F. bonjour, Pourriez vous avoir la gentillesse de me retirer de votre mailing liste. Je suis un militant de la consommation modérée voire de la décroissance choisie, mais je ne me retrouve pas dans vos écrits que je trouve trop polémiques, trop agressifs. Bien cordialement

M.M. je lis tes mails avec plaisir, mais la plus part du temps tu utilises des polices de caractères de taille petite que mes yeux de binoclard ont du mal à lire. Quant à Citoyen du monde à Montrouge je dois prendre une loupe ;-) si tu peux faire plus grand j'en serais ravi mais peut-être as-tu une raison d'écrire si petit? Enfin l'essentiel c'est que les idées soit grandes ! Amicalement. [Il suffit de demander à recevoir la version en caractères plus gros. « Citoyen du Monde à Montrouge » existe en deux versions : la version standard est destinée à ceux qui veulent économiser le papier à l'impression].

JPBDM Félicitations je trouve que c'est du très bon travail. Je ne sais pas si je suis abonné mais je suis preneur. Merci.

Qui a dit ? [réponse à la question de la page 2] Eric Le Boucher, chroniqueur néolibéral, *Le Monde*, 16-17 décembre.

Oui, je reconnais, cela fait longtemps que j'avais envie de l'épingler, ce maître à penser volontiers méprisant pour les altermondialistes et autres écologistes. Malgré (ou à cause de) tout son talent (il faudrait décrypter chacun de ses articles, démonter ses argumentations fallacieuses)...

Mais ce n'est pas bien de s'en prendre à un journaliste, au moment où la presse se trouve au plus mal, coincée entre l'internet et les gratuits. Et tombe de plus en plus entre les mains de la classe possédante, les Dassault, Lagardère, Bouygues, Arnault, Pinault, Perdiel. Au mépris du statut de la presse établi en 1947, après le sombre épisode de la collaboration. « Que le chef de l'Etat se satisfasse de la montée en puissance des industriels dans les médias témoigne d'une totale désinvolture sur le sujet », a déclaré le président du Forum des sociétés de journalistes, Jean-Michel Dumay. Et pour une fois, Eric Le Boucher n'était pas péremptoire, et avouait sa perplexité. C'était à propos de la crise des subprimes, de la mondialisation, de l'Etat (qui fait un come back partout), de la finance...

Et puis, il faut bien le dire, en face des énormes menaces liées au réchauffement climatique, à l'épuisement des ressources fossiles, à l'extinction accélérée des espèces (menaces dont notre chroniqueur ne souffle mot), nous sommes tous « paumés » (voir édito). JPA

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d' anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.lalletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.